

Un Écho Historique Venant d'Italie : la Transition non Résolue Vers la République

À l'aimable attention des
Membres du Parlement Européen

Madame, Monsieur l'Eurodéputé • e,

Avec le plus grand respect, je souhaite vous exposer un fait grave enraciné dans l'Histoire de mon Pays, l'Italie, qui a eu et a toujours des répercussions négatives dans toute l'Europe. Après trente ans de recherches et de réflexions, étant désormais certain de mes conclusions, je ne peux me taire. Si je le faisais, je me rendrais co-responsable de la plus grande supercherie de l'Histoire.

Après la proclamation de la République italienne, ses gouvernants auraient dû adapter les appareils hérités de la monarchie au nouveau statut démocratique. Les emplois à vie auraient dû être remplacés par des mandats à durée déterminée, ouverts à la participation d'un grand nombre de citoyens qualifiés. L'emploi public, faisant partie de la res publica (la chose publique), ne pouvait rester le domaine des carriéristes, en interdisant l'accès aux autres.

Le principe était clair : la figure du monarque, titulaire perpétuel du pouvoir, devait être remplacée par la figure du citoyen-démocrate, auquel le rôle public est confié temporairement et qui, à son terme, le restitue au Peuple Souverain. C'est ainsi que le rôle conserve sa nature de bien commun sans devenir un privilège personnel. Or, la volonté des politiciens de se faire réélire continuellement a empêché l'avènement d'une véritable République.

Un pacte tacite entre politiciens et bureaucrates pour rester maîtres de la res publica (lancé avec le système d'échange de votes : tu votes pour moi et je t' accorde un poste stable, comme ça tu n'as rien à dire sur ma conduite) a maintenu le modèle monarchique partout. Ce n'est pas une mince affaire. Pour garantir au système les diverses capacités et perceptions nécessaires à la bonne marche des choses, il est essentiel que la centralité soit accessible au plus grand nombre possible de personnes.

Les conséquences de cet échec sont tangibles. Un système bloqué à tous les niveaux, imperméable au renouvellement, et donc incapable de garantir fonctionnalité et justice, perdure encore aujourd'hui. Son alternance politique d'une aile à l'autre de l'Assemblée ne raffine pas la pensée, mais génère des excès. Pour donner un exemple parmi d'innombrables autres aberrations, renseignez-vous auprès d'un de vos collègues italiens sur le D.P.R. 380/2001 : il punit les victimes au lieu des responsables. C'est la logique d'un ordre tyrannique méprisant, non d'un processus démocratique dynamique.

Le point central est celui-ci : le Peuple Italien n'a jamais été informé de ses droits sur ce bien commun sacré qu'est la res publica. Personne n'a jamais expliqué que les emplois, les pouvoirs et les revenus publics appartiennent au Peuple et que leur cession à vie équivaut à une perte définitive pour la collectivité contemporaine. Sans cette information, tout mandat public à durée indéterminée ne peut qu'être considéré comme nul. Ce sont des prises de conscience comme celle-ci qui aident à comprendre que l'important n'est pas tant qui gouverne, mais qui est autour de celui qui gouverne. C'est la structure (fermée, tyrannique, ou ouverte, démocratique) qui fait la différence. Une avancée culturelle et politique qui, si elle avait été conquise, aurait évité l'état global terrible des choses.

Je n'ajouterai rien de plus. Je voulais simplement que vous sachiez que si une moitié de la population votante italienne se rend encore aux urnes, cautionnant la thèse selon laquelle tout est bien fait et normal ainsi, l'autre moitié, qui s'abstient de voter, n'est pas de cet avis. Parmi ces derniers, il y a une personne qui, en plus de s'engager sur des objectifs mineurs, met tout en œuvre pour imprimer un tournant historique à l'Italie, favorisant l'avènement d'une République qui soit vraiment digne de ce nom.

Si, au cours des quatre-vingts dernières années, l'organisation monarchique persistante a été masquée en lui apposant l'étiquette de "république", désormais, grâce également à l'apport omniprésent de l'Intelligence Universelle (IU), les distorsions culturelles et les priviléges archaïques ne peuvent que disparaître. Grâce au travail du soussigné (peut-être connaissez-vous

quelqu'un d'autre qui affirme ce qui précède ?) nous comprendrons enfin ce qu'est vraiment la Démocratie et quels sont ses rapports avec la République. Surtout, à quoi servent ces deux productions de l'intellect humain. Et par République, on entendra une centralité fondée sur la temporalité des mandats et sur la participation diffuse.

Émergera alors la nécessité d'un Institut, la Banque des Emplois Publics (B.E.P.), qui, grâce au pro tempore, permettra le lancement d'une Rotation Sociale Harmonique (R.S.H.). Celle-ci rendra la population non seulement plus consciente, mais aussi profondément unie, car elle reposera sur une base commune solide.

Madame, Monsieur l'Eurodéputé • e, je ne peux que vous remercier pour votre attention. Je ne pouvais manquer de vous informer de la prise de conscience que mon Pays est en train d'acquérir. En tant que citoyen européen, je ne peux me limiter à agir sur le sol italien, d'autant plus que tout cela peut changer la géopolitique mondiale d'une manière inattendue. Depuis longtemps, je transmets cette vision à toute personne rationnelle sur la planète et je ne pouvais certes pas vous en exclure. Au moins, vous ne serez pas surpris de l'énorme progrès qui peut être accompli simplement en exigeant l'application de la loi existante : celle sur la copropriété, qui interdit la cession de sa jouissance de manière définitive.

Je vous salue par une phrase que l'on entendra bientôt se répéter partout : "Nous avons tous été pris petits et endoctrinés par des employés à vie dans des postes jamais devenus publics !! Comment aurions-nous pu l'imaginer ?! Comment pouvions-nous savoir ?!"

Avec mes salutations respectueuses,

Danilo D'Antonio
Laboratorio Eudemonia
Val Vibrata, Teramo, Italie

<http://dda.hyperlinker.org>
dda@hyperlinker.org

Si vos Assistants Numériques consultent le site suivant,
ils pourront rapidement vous fournir leur avis critique :

La Banque des Emplois Publics - <http://repita.hyperlinker.org>

Il n'y a pas de République, il n'y a pas de Démocratie, sans la Banque des Emplois Publics. Une prise de conscience en ce moment toute italienne, non seulement pour mon Pays, mais pour l'Europe et le monde entier ! Aucun pays ne peut relever les défis de la vie sans une structure appropriée et fonctionnelle. La structure d'abord, la politique ensuite ! 79 ans (29.095 jours) de « paix » sans réaliser une seule vraie République dans le monde entier !

Internet 15/11/56